



# Reporters des frontières

Vers un réseau africain de journalistes, professionnels et citoyens, spécialisés sur les questions migratoires



## MIGRATIONS IRREGULIERES

# Les médias sociaux au coeur de l'émigration

**L**e refuge, c'était les cybercafés. Au bout de la ligne, au loin, un frère ou un ami émigré... Avec Messenger ou une autre application de dialogue à distance, le fil était établi. L'émigré n'était plus ce perdu de vue dont on attendait la lettre hypothétique portée par un facteur de circonstance. Puis le monde a évolué. Les technologies de l'information (Tic) se démocratisant en Afrique, le cybercafé s'est transporté dans la maison avec la connexion internet et l'ordinateur à domicile. L'évolution s'est ensuite accélérée, rendant le « cybercafé » ambulante. C'est devenu un téléphone tactile. Plus rien ne sépare de l'émigré. Ni le temps ni l'espace. Par l'image, le texte et le son la connexion est devenue instantanée. Le phénomène migratoire s'en est trouvé bouleversé.

Une vingtaine d'années ont suffi à tout changer, avec une révolution permanente portée par les Tic et les médias sociaux. Entre Skype, facebook, Instagram, Youtube, etc., la face de l'émigration a changé. Quel que soit le profil du migrant, son dé-

part n'est plus un saut dans l'inconnu. L'individu qui part dispose d'un minimum d'informations qui, s'il n'éclaire plus la route dans sa totalité et balise les chemins de l'insertion dans la destination d'accueil, lui permet de se tracer un chemin.

Il n'y a guère, ce sont les réseaux sociaux qui guidaient le migrant. Mais les schémas traditionnels ont été bouleversés, les dynamiques migratoires aussi. Il y a une trentaine d'années, voyager était une affaire de famille, de village, de liens de parenté unissant les anciens et les futurs migrants. Les réseaux se bâtissaient sur des liens directs, à travers lesquels circulait l'information. Les lieux d'origine étaient souvent les mêmes pour les migrants, les lieux de destination aussi. L'émigration était une sorte de regroupement familial ou lignager. Ceux qui étaient partis préparaient le chemin, fournissaient l'information et les ressources nécessaires, donnaient les contacts sur le chemin migratoire et préparaient l'intégration du nouveau venu dans le pays d'accueil. **↳ page 8**

### Sommaire

- 2 - Guinée :** L'Etat doit avoir une vision politique pour les migrations.
- 3 - Nord-Sud :** Le nouveau marchandage de l'Europe.
- 4 - Migrations et transferts de fonds :** La portion contruée pour l'Afrique.
- 7 - Côte d'Ivoire :** Daloa et la filière de l'émigration irrégulière.

## ↳ Formation

GUINEE - FORMATION À LA MÉTHODOLOGIE DU TÉMOIGNAGE ORAL

## Comment mieux refléter les causes et les conséquences de la migration



Une journaliste guinéenne pendant la formation en Témoignage oral.

**L**A Maison de la Presse de Conakry a abrité, du 20 au 24 juin 2016, une formation à la méthodologie du Témoignage oral (TO). Une activité à laquelle ont pris part huit producteurs de radio, dont deux femmes, sélectionnés par les soins du partenaire de l'Institut Panos en Guinée, le Centre du commerce international pour le développement (Cecide).

Au nombre des activités de renforcement de capacités des journalistes, dans le cadre du projet «Reporters des frontières» qui veut créer un réseau de journalistes spécialisés sur la migration et qui produisent des émissions et des

articles de qualité sur cette thématique, la spécificité de cette formation était de transmettre aux participants les outils devant leur permettre d'assurer une bonne production.

La formation s'est déroulée en deux phases. La première a consisté en un renforcement des capacités thématiques des journalistes sur le concept de la migration, sur ses implications légales pour les migrants et les Etats, mais aussi sur les dynamiques humaines autour de la migration et sur les retombées socio-économiques de ce phénomène. La seconde partie a été consacrée à l'apprentissage de la méthodologie du TO. (Suite P.3)

## ↳ Partenaires Ipao

KABINE CISSÉ - SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CECIDE

## «L'Etat faut que l'Etat guinéen intègre la question des migrations dans une vision»

**P**EUT-ON dire que le projet Migration d'Ipao, mené avec le Centre du commerce international pour le développement (Cecide), a réussi à positionner cette question dans les agendas locaux ?

En fait la question migratoire est ancienne dans nos pays. On n'en parlait pas autant et si le sujet est devenu si actuel, c'est sans doute à cause de ses nouvelles dimensions économiques et politiques et de son impact dans les relations internationales. En Guinée la donne a changé. Et si on parle tant des migrations, il faut dire que le projet que nous menons avec l'Ipao y a contribué. On a amélioré la visibilité de la question dans les médias. Des journalistes traitent du sujet alors qu'ils ne s'y intéressaient pas auparavant. Les chercheurs que nous mobilisons pour travailler avec les journalistes sont aussi obligés de se mettre à jour pour pouvoir le faire et cela dope la recherche. Partant de tout cela on peut dire que le projet est bénéfique.

**La Guinée ne dispose pas encore d'une politique nationale de migration. Est-ce un manque de volonté de la part de l'Etat guinéen ?**

On ne peut trop juger de la volonté de l'Etat. Nous sommes

dans un pays où l'Etat est encore faible. Les autorités travaillent sans doute sur la question. C'est lent dans ce domaine comme dans d'autres, mais il y a la volonté. Sauf qu'on est dans un domaine d'une grande importance et il faut aller plus vite. Avec les partenaires, il y a lieu d'accélérer le processus pour pouvoir intégrer la question des migrations dans une vision politique.

**Est-ce avec ce partenariat qui vous lie à Ipao que le Cecide a commencé à travailler sur les migrations ?**

Bien avant notre projet avec l'Ipao le Cecide a été parmi les premiers acteurs guinéens à s'être focalisé sur la question des migrations. Vers 2008 on a travaillé avec l'Union européenne à l'élaboration du profil migratoire de la Guinée. En 2012, on a réalisé une étude sur l'importance des transferts de fonds opérés par les migrants et leur impact sur le secteur agricole ainsi que sur le développement rural. En plus, nous venons de terminer une étude menée avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur la libre circulation des biens et des personnes, pour mesurer les apports des immigrants ouest-africains dans l'économie guinéenne. L'étude doit être discutée bientôt et publiée.

**L'Ipao a récemment organisé avec le Cecide une formation sur les médias sociaux, liée au thème de migrations. Avez-vous noté des acquis dans ce domaine ?**

Nous avons travaillé avec Panos à partir d'une étude sur la pénétration des médias sociaux dans les Osc. Sur cette base, nous avons engagé des formations et il faut dire que les acquis ont commencé à se faire sentir. Il y a encore du chemin à faire, mais ça bouge. Il est toujours important et utile de mettre en place des réseaux pour se renforcer et se développer. L'Association des blogueurs guinéens existe et ce sont des gens avec lesquels il nous faut continuer à travailler.

**Ce 24 juin, on sort d'une formation sur le Témoignage oral avec des journalistes de radio, lié aux questions migratoires. Qu'en attendez-vous.**

La formation a été utile, à entendre les participants. Avec l'appui financier qu'ils vont recevoir de Panos, on attend de les voir à la pratique.

**Parlez-nous du Cecide...**

Le Cecide a été créé dans les années 2000 pour se focaliser sur les questions commerciales liées à l'Organisation mondiale du commerce et aux Accords de par-



tenariat économique, mais aussi à la gouvernance dans l'exploitation des ressources naturelles. Progressivement d'autres sujets ont émergé pour s'ajouter à notre agenda, comme les questions de sécurité sur lesquels nous nous focalisons depuis cinq ans. Il faut dire qu'à sa création le Cecide était venu combler un vide dans la société civile en Guinée, prenant en charge des questions fondamentales. Le mérite de notre organisation est dans le travail qui se fait sur l'homme et sur ses conditions de vie, en somme sur ses droits socioéconomiques. Nous travaillons sur des thèmes comme Gouvernance, Paix et sécurité, Ressources naturelles, etc. Le Cecide fait partie des Ong reconnues en Guinée comme un partenaire stratégique dans la recherche, le plaidoyer et le renforcement des capacités des acteurs. ■

## MIGRATION SUD-NORD

## Le nouveau plan de marchandage de l'Europe

**E**N plein dans la gestion du Brexit, les pays européens n'ont pas pour autant tourné le dos au dossier des migrations. A Bruxelles, ils ont signé en juin un nouveau projet qui vise à créer des partenariats avec des pays tiers, conditionnant l'aide au développement à la régulation du flux de migrants en Méditerranée. Le projet fait suite au traité signé en novembre 2015 au sommet de La Valette.

Les pays européens ont constaté qu'«en Méditerranée centrale, les flux composés principalement de migrants économiques restent au même niveau que l'an dernier. Ils doivent être réduits». Le nouveau projet à mettre en oeuvre est destiné à oeuvrer dans ce sens. Présenté début juin par la Commission européenne, il n'offre pas une approche nouvelle mais corse surtout les mesures restrictives. Des «partenariats» vont ainsi être noués avec des pays africains pour conditionner les aides de l'Union européenne (Ue) à des résultats sur le contrôle des migrations.

Les pays concernés sont appelés à retenir les migrants sur leur territoire. En contrepartie, l'Ue leur fournira différentes sortes d'appuis. Au cas contraire, elle les privera d'aide au développement. Les pays concernés par cette nouvelle politique sont l'Éthiopie, le Niger, le Nigeria, le Mali et le Sénégal. En somme une partie des



le Sommet de La Valette, en novembre 2015 : Sur la question migratoire, l'Europe continue de se chercher.

pays émetteurs de migrants sur le continent.

Depuis le sommet de La Valette, quand les pays européens ont décidé d'allouer des fonds de 1,8 millions d'euros pour la lutte contre l'émigration, les flux n'ont pas cessé. Ils se sont même renforcés. En avril dernier, l'Organisation internationale des migrations signalait que plus de 2000 migrants avaient trouvé la mort dans la méditerranée. Le décompte macabre ne cesse pas, mais le flux de migrants continue de grossir. Quelque 66 000 migrants, des Africains pour la plupart, sont parvenus à atteindre l'Italie depuis le début de l'année, selon un décompte du Haut-Commissariat de l'Onu pour les

réfugiés. La tendance risque encore de continuer. Entre juin et septembre, période de chaleur, les traversées sont encore plus nombreuses que pendant l'hiver.

La nouvelle politique européenne suscite cependant une levée de boucliers. Directeur de Coordination Sud, une plateforme des Ong françaises de solidarité internationale, Philippe Jahshan dénonce «une politique de la carotte et du bâton». «Ce plan conditionne les aides au développement pour les pays concernés par les transits migratoires. Ça revient à dire : «l'Ue ne vous soutient que si vous faites ce qu'elle vous dit». C'est une instrumentalisation de l'aide au développement. La régulation du flux

de migrants et le développement de ces pays sont des enjeux qu'il est indispensable de dissocier», dénonce-t-il.

Une centaine d'Ong soutient cette même position, dénonçant un plan ayant pour unique objectif de réguler l'afflux migratoire et laissant de côté la lutte contre la pauvreté.

La Commission européenne objecte aux Ong que «le plan a pour objectif de traiter les causes profondes des migrations en donnant aux Africains des perspectives d'avenir chez eux».

Pour la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, les «premiers partenariats (pourraient se nouer) avant la fin de l'année». ■ (Infos : Libe.fr)

## Formation au témoignage oral en Guinée

(Suite de la page 2) - La méthodologie du Témoignage oral est une approche inspirée des sciences sociales, qui replace l'histoire des témoins ou narrateurs au cœur de la production radiophonique. Elle propose de partir du vécu raconté par celui qui en a été l'acteur, le témoin ou la victime, pour réaliser une émission et faire ressortir l'aspect humain de la migration. Les journalistes ont, pendant 5 jours, appris mais surtout pratiqué la production de documentaires radio sur la migration en utilisant le Témoignage Oral.

Au cours des exercices de terrain, ils ont réalisé des in-

terviews avec des victimes et témoins identifiés grâce à l'appui de l'Organisation Internationale des Migrations (Oim) en Guinée. Ils ont ensuite produit en condition de studio les émissions qui ont été corrigées et revues ensemble afin de les corriger.

Suite à la formation, une campagne de production va donner l'occasion à chaque journaliste de réaliser, dans le cadre d'une convention, trois émissions qui seront diffusées dans les radios et mises en ligne sur les plateformes de l'IPAO.

La formation a été assurée par l'Unité Éditoriale Multimédia de l'IPAO. ■

## ↳ On en parle...

## A quoi renvoie le concept de transnationalisme ?

**I**L y a encore deux décennies, les questions migratoires étaient abordées de façon unidirectionnelle. Sous cette lecture, soit les émigrés arrivent dans les pays d'accueil avec une valise pleine de valeurs et de pratiques coutumières, de représentations et de croyances religieuses qui les lient à leur pays et qu'ils essaient de transposer de manière systématique dans cette nouvelle société (ce qui pourrait rendre leur intégration aux sociétés d'accueil presque impossible). Soit les migrants se dissolvent mécaniquement dans la société d'accueil et effacent tout simplement leur trajectoire sociale, religieuse, culturelle, idéologique, économique, etc.

Rapporté à la question du développement, cette dualité reviendrait à opposer pays d'émigration et pays d'immigration. C'est pour sortir de cette vision des extrémités et prendre en compte les réalités qui dépassent les frontières qu'est apparue la notion du «transnationalisme» dans le discours autour des migrations. Dans cette perspective, les migrants développent des formes actives de participation à des processus économiques, politiques ou culturels, touchant à la fois la région ou le pays de départ et la région ou le pays de destination». ■



## POINT SUR LES MIGRATIONS ET LES ENVOIS DE FONDS PAR RÉGION DU MONDE

# La portion congrue à l'Afrique subsaharienne

Le tableau ci-dessous donne des indications sur les mouvements de personnes dans le monde à travers ses différentes régions. Les

«Flux» indiquent les départs et les «Reflux» désignent les arrivées de migrants. Ces reflux indiquent souvent de mouvements intérieurs dans les régions.

Quant aux «Revenus», ils traduisent les envois de fonds en provenance des migrants. Les chiffres sont de la Banque mondiale et datent de décembre 2015.

### ↳ Afrique subsaharienne

● **Flux** - L'Afrique subsaharienne recensait 23,2 millions de migrants, dont 26 % environ vivaient dans des pays de l'OCDE et 65,6 % dans des pays de la région. La Somalie, le Burkina Faso, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Nigéria et la Côte d'Ivoire étaient les principaux pays d'origine des migrants.

● **Reflux** - Au total, la région a accueilli 18 millions de migrants. La majorité des migrants d'Afrique (venant en particulier de pays plus pauvres) émigrent vers d'autres pays africains, essentiellement vers l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Kenya et l'Éthiopie.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers la région ont atteint 35 milliards de dollars en 2015, tandis que 4 milliards de dollars en sont sortis en 2014.

### ↳ Asie de l'Est et Pacifique

● **Flux** - La région Asie de l'Est et Pacifique comptait 31,4 millions de migrants en 2013, dont près de la moitié vivait dans des pays à revenu élevé membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les pays d'origine des migrants étaient principalement la Chine, les Philippines, l'Indonésie, le Myanmar et le Viet Nam.

● **Reflux** - La région a compté 9 millions de migrants, dont 69 % originaires de la région, essentiellement de Thaïlande, de Malaisie, de Chine, d'Indonésie et des Philippines.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers la région ont atteint 129 milliards de dollars en 2015, tandis que les sorties de fonds s'élevaient à 24 milliards de dollars en 2014.

### ↳ Europe et Asie centrale

● **Flux** - La région Europe et Asie centrale comptait 31,9 millions de migrants, dont 46 % vivaient dans des pays de l'OCDE. Les pays d'origine des migrants étaient principalement l'Ukraine, le Kazakhstan, la Roumanie, la Turquie et l'Ouzbékistan.

● **Reflux** - La région a accueilli 17,2 millions de migrants, originaires essentiellement de pays de la région, tels que l'Ukraine, le Kazakhstan, la Turquie, l'Ouzbékistan et le Bélarus.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers la région ont atteint 36 milliards de dollars en 2015, tandis que les sorties de fonds totalisaient 11 milliards de dollars en 2014. La Turquie est récemment devenue le pays à accueillir le plus grand nombre de réfugiés syriens.

### ↳ Amérique latine et Caraïbes

● **Flux** - La région Amérique latine et Caraïbes comptait au total 32,5 millions de migrants, dont près de 85 % étaient établis dans des pays de l'OCDE. Les pays d'origine étaient principalement le Mexique, la Colombie, le Brésil, le Costa Rica et l'Équateur.

● **Reflux** - La région a accueilli 4,2 millions de migrants, provenant essentiellement de pays de la zone. Les principaux pays d'accueil étaient le Mexique, la République dominicaine, le Brésil, le Costa Rica et l'Équateur.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers la région ont atteint 67 milliards de dollars en 2015. Les sorties de fonds se montaient à 6 milliards de dollars en 2014.

### ↳ Moyen-Orient et Afrique du Nord

● **Flux** - La région Moyen-Orient et Afrique du Nord comptait 23,9 millions de migrants, dont près de 38 % vivaient dans des pays de l'OCDE et environ 31 % dans des pays de la région. La Cisjordanie et Gaza, la Syrie, l'Égypte, le Maroc et l'Iraq étaient les principaux pays d'origine des migrants.

● **Reflux** - La région a accueilli 11,7 millions d'immigrés, venus principalement de la Jordanie, de l'Iran, du Liban, de la Syrie et de la Libye.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers la région ont atteint 52 milliards de dollars en 2015. Les pays à revenu élevé du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à savoir Bahreïn, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont observé ces dernières années une augmentation importante des flux migratoires, principalement en provenance d'Asie du Sud-Est. Ces pays ont totalisé 98 milliards de dollars de sorties de fonds en 2014.

### ↳ Asie du Sud

● **Flux** - La région Asie du Sud comptait 37,1 millions de migrants au total, dont 20,6 % vivaient dans des pays de l'OCDE et près de 43 % dans des pays à revenu élevé non membres de l'OCDE (dans le Conseil de coopération du Golfe notamment). Les pays d'origine des migrants sont principalement l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, l'Afghanistan et le Népal.

● **Reflux** - La région a accueilli 12,4 millions de migrants, la majorité provient essentiellement de pays de la région.

● **Revenus** - Les envois de fonds vers les pays d'Asie du Sud ont atteint 123 milliards de dollars en 2015, tandis que les sorties de fonds s'élevaient à 16 milliards de dollars en 2014.

## L'utilisation des transferts de fonds en Afrique de l'Ouest

**L**ES envois d'argent en direction des pays de l'Afrique de l'Ouest par les migrants ont vocation soit à subvenir aux besoins vitaux des familles, soit à des investissements<sup>1</sup>. En 2004, les études menées sur la destination des transferts des migrants ivoiriens qui travaillent à l'étranger ont montré que les 77,6% allaient à l'entretien des parents, des frères et des sœurs, 13,2% à la prise en charge du conjoint ou des enfants, et 2,7% au financement d'industrie ou d'ouvrages. La répartition entre poste de dépenses est sensiblement analogue dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest avec, en 2005, quelque 48% des fonds destinés aux dépenses quotidiennes des femmes, 27% aux frais de scolarité et le reste à destination d'autres activités sociales comme les funérailles mais également pour des investissements productifs<sup>2</sup>. Selon des chiffres plus récents, la même tendance

s'affiche au Sénégal, en Guinée, au Nigéria et au Mali, où les transferts de fonds sont de façon prépondérante destinés à la prise en charge des besoins essentiels des familles de migrants. Dans certains cas, ces sommes reçues constituent la principale source de revenus de certaines familles.

L'ampleur et la régularité de ces fonds amènent à s'interroger sur le lien entre les investissements des migrants et la lutte contre la pauvreté dans les pays d'origine. La Banque mondiale (Bm) perçoit un lien étroit entre le transfert de ces fonds, l'augmentation du revenu des foyers, l'amélioration du niveau d'éducation, le développement local et la création d'emploi.

Selon la Bm, une hausse des transferts internationaux au niveau mondial de 10% permettrait de faire sortir 3,5% de la population des seuils de pauvreté. Ne serait-ce qu'en permettant aux foyers les plus pauvres d'accéder à des services de communication,

ces transferts contribuent de façon notable à réduire le niveau de vulnérabilité des familles bénéficiaires. C'est notamment le cas du Ghana, où « 69% des familles des migrants disposent d'un téléphone mobile, contre 33% pour la population en général et 55% pour les ménages d'un niveau de revenu équivalent ».

L'incidence des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté est significative dans des pays comme le Sénégal, où 7 foyers sur 10 comptent au moins un émigré et dont le tiers envoie au moins 2400 dollars par an à leur famille.

Les effets sont particulièrement prononcés dans un pays comme le Niger, voire même vitaux dans un contexte d'insécurité alimentaire chronique des foyers nigériens. Une étude menée dans la localité de Tahoua au nord du pays, a montré de quelle façon les transferts d'argent ont permis à près d'un millier de foyers d'échapper

à la famine en 2005.

Toutefois, il faut noter que l'importance des transferts de fonds en direction de l'Afrique contraste avec la cherté des frais d'envois. En effet, l'Afrique enregistre les taux de transferts de fonds les plus onéreux. Sur les montants envoyés par les migrants en Afrique de l'Ouest, par exemple, les familles enregistrent un manque à gagner de l'ordre de plus 15% de la somme qu'elles auraient dû recevoir. Il s'agit de sommes colossales qui auraient pu réduire le niveau de pauvreté dans certains pays ouest africains comme le Ghana, le Sénégal, le Nigéria, le Mali, ou encore la Côte d'Ivoire. ■

**Alhassane SAMB**  
Sociologue, Spécialiste  
des questions migratoires

(Source : Migration et développement en Afrique de l'Ouest - Briefing thématique à l'usage des journalistes - Ipao 2014)

## MIGRATIONS INTERNATIONALES

### Les records tombent à travers le monde

**L**'édition 2016 du *Recueil des statistiques sur les migrations et les envois de fonds* révèle que le nombre de migrants internationaux devrait dépasser le chiffre record de 250 millions de personnes cette année. Le document souligne par ailleurs que les migrants internationaux enverront cette année 601 milliards de dollars à leurs familles restées dans les pays d'origine, portant le montant des envois de fonds reçus par les pays en développement à 441 milliards de dollars.

Ce rapport est publié par le Partenariat mondial pour les connaissances sur le développement et les migrations (Knomad - <http://www.knomad.org/publications>), une initiative du Groupe de la Banque mondiale. Il présente un aperçu des statistiques les plus récentes sur l'immigration, l'émigration, les qualifications des migrants et les envois de fonds pour 214 pays et territoires.

Le rapport est une mise à jour de l'édition 2011 à laquelle ont été ajoutées des données sur les

flux migratoires, les envois de fonds bilatéraux, les diasporas de seconde génération et les récents mouvements de réfugiés.

Le rapport constate, par ailleurs, que les migrations sud-sud sont plus nombreuses que les migrations sud-nord. Ce qui conforte une tendance établie depuis des lustres.

En 2013, plus de 38 % des migrants internationaux ont migré d'un pays en développement vers un autre. Par contre, 34 % ont quitté un pays en développement pour s'installer dans un pays développé (voir page 4).

Les dix premiers pays vers lesquels se dirigent les migrants sont les États-Unis, l'Arabie saoudite, l'Allemagne, la Russie, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, l'Espagne et l'Australie. Les principaux émetteurs sont l'Inde, le Mexique, la Russie, la Chine, le Bangladesh, le Pakistan, les Philippines, l'Afghanistan, l'Ukraine et le Royaume-Uni.

Aucun pays africain ne figure dans ces listes. On note aussi que l'axe Mexique-États-Unis reste le



plus important couloir migratoire du monde, avec 13 millions de migrants qui l'ont emprunté en 2013. En deuxième position

figure le transit entre la Russie et l'Ukraine, suivi du transit entre le Bangladesh et l'Inde et l'Ukraine et la Russie. ■

## ↳ Sur le terrain

Les Reporters des frontières de Panos sont sur le terrain. Cet article a été produit par un de nos correspondants au Niger.

## MIGRATION AU NIGER

# Un phénomène qui ruine la scolarité des enfants et l'économie des villages

*Le long du fleuve Niger, jusqu'au secteur de la rivière Mékrou, les populations vont et viennent entre le Bénin et le Niger. Les mineurs y sont nombreux, qui ont tourné le dos à l'école pour migrer. Dans les villages aussi, les jeunes partent pour la ville, emportant avec eux leur force de travail.*



**G**AYA, petite ville du Niger à 280 km de Niamey, Djafarou gère son commerce. Sa vie qui s'écoule tranquillement tranche avec le passé trouble qui fut le sien de l'autre côté de la frontière avec le Bénin. Revenu au bercaïl comme nombre de ses congénères, les souvenirs de son exode l'habitent encore. «*J'ai passé neuf mois à garder les douches dans des quartiers de Cotonou. Je suis ensuite devenu tablier ambulancier, vendant des cigarettes et de la kola. J'ai fini dans un parc automobile comme laveur de voitures*». Djafarou avait 16 ans. Le regard qu'il pose aujourd'hui sur les enfants béninois qui franchissent la frontière pour venir travailler au Niger ne peut manquer d'être empli de ses souvenirs de jeunesse.

Du Bénin arrivent des floppées de jeunes filles. Beaucoup continuent sur Niamey. Des mineures qui, pour la plupart, se retrouvent employées dans la restauration, le petit commerce, l'emploi domestique. Elles débarquent en suivant des filières clandestines, convoyées par des «*tanties*» qui les «*placent*» ici ou là. Aide-cuisi-

nières dans le commerce, elles peuvent aussi finir comme bonne à tout faire dans les ménages. Maïssa a fait cinq foyers depuis son arrivée à Niamey il y a quatorze mois. Chaque rupture avec un patron est une histoire où la maltraitance reste le fil conducteur.

Djafarou projette aisément sur eux ce que fut sa vie pénible d'immigré à Cotonou. «*Je dormais sur mon lieu de travail. C'était une chance énorme, car cela me mettait à l'abri des rafles policières auxquelles étaient exposés mes camarades, sans parler des agressions de malfrats*», témoigne-t-il. A Niamey, les filles venues du Bénin vivent regroupées dans des concessions mal famées ou à même le sol aux abords des routes. Exposées à toutes les formes de violences et aux viols.

## De nombreux mineurs

Pour elles, l'eldorado espéré au Niger ne tient pas toujours ses promesses. Forcées à tourner le dos à l'école, elles sont venues dans l'espoir de trouver de quoi «*venir en aide aux parents. Il valait mieux partir afin de pouvoir*

*soutenir la famille plutôt que de s'accrocher à l'école et vivre dans le dénuement total*», laissent-elles entendre. Sur les 266 kilomètres de frontière entre les deux pays, le flot des jeunes migrants reste constant. Le long du fleuve Niger, jusqu'au secteur de la rivière Mékrou, les populations vont et viennent. Les mineurs sont nombreux, mais les statistiques restent muettes sur leurs cas. Les services de sécurité les voient passer sans qu'ils laissent des traces nulle part. Leurs histoires diffèrent, les motivations restent les mêmes.

L'analyse des migrations au Niger, notamment une enquête menée par l'Ecole normale supérieure, le Département de géographie de l'Université Abdou Moumouni et l'Institut de recherche pour le développement, intitulée «*Le Niger, espace d'émigration et de transit vers le sud et le nord du Sahara : Rôle et comportements des acteurs, recompositions spatiales et transformations socio-économiques*», montre que si les migrations sont anciennes, elles se sont accrues avec les sécheresses de ces trente dernières années. Le

stock d'émigrants nigériens est passé de 16 020 en 1960, soit 0,6% de la population du pays à 496 773 en 2007, soit 3,5% de la population. En moins de 50 ans le stock de migrants a été multiplié par 30. Le cumul a continué de se renforcer. Les flux vont vers l'extérieur, en direction des autres pays de la Cedeao, ils circulent aussi à l'intérieur du pays.

Dans la région de Tahoua, au centre-nord du Niger, où 48% de la population ont moins de 15 ans selon l'étude sus citée, quasiment tous les hommes du coin ont migré au moins une fois dans leur vie à l'âge de 30 ans. Et une fois la première migration enclenchée, les allers-retours se succèdent tout au long de la vie active. Ces mouvements débutent dès l'adolescence, le plus souvent autour du quinzième anniversaire. Et pour tous, Niamey s'affirme comme le réceptacle idéal.

## Un phénomène pas nouveau

Venus de l'Ader, zone au potentiel agricole intéressant avec ses 70 000 ha de terres irrigables, les Aderawa suivent cet exode. Dans la capitale, ils exercent des métiers divers comme celui de boucher. Maire de la commune rurale de Kalfou, une des six communes du département de Tahoua dont ils sont originaires, Salifou Maliki regrette : «*Il est vrai que les jeunes qui partent pour l'exode assistent leurs familles par des transferts de fonds, mais la perte de bras influe négativement sur l'auto-suffisance alimentaire du pays*».

Coordonateur d'une Ong locale intervenant dans le soutien aux producteurs maraîchers du département d'Illéla, Ali Boubacar confirme. Dans les mouvements qu'il encadre, la moyenne d'âge des membres reste relativement élevée avec le départ des jeunes. Ce qui réduit l'impact des interventions sur le terrain. «*Il n'y a plus que des personnes âgées. Ils n'ont plus la même ardeur ni la vigueur nécessaire pour s'adonner efficacement aux travaux*», affirme-t-il.

Pour un notable du village de Kalfou, à une trentaine de kilo-

mètres de la ville de Tahoua, le phénomène n'est pas nouveau. Il se transmet de génération à génération. «*Quand nous étions jeunes, c'est nous qui partions, il est normal aujourd'hui que nos fils partent*».

Naguère, les départs répondaient à des raisons initiatives. Les motivations sont ensuite devenues économiques. «*Les jeunes quittaient les villages pour aller à la recherche de quoi combler le déficit de production céréalière*». Cela faisait partie de la culture, explique un instituteur à la retraite. C'était il y a encore deux décennies, quand Zabaya, la cantatrice de l'Ader, par la magie de sa voix, mettait les jeunes sur la route. «*Elle faisait une tournée dans les villages, souvent sur demande des sages, pour inciter les jeunes à partir quand les récoltes n'étaient pas satisfaisantes. La donne a changé quand les émigrants de retour, par des récits oniriques et devant la réussite économique qu'ils affichaient, ont donné à leurs frères une image paradisiaque des pays qu'ils avaient visités*». Le sens profond du départ a changé.

Aujourd'hui, «*dan kolba*», autrement dit celui dont la tête est dans une bouteille, donc qui vit renfermé sur lui-même, est devenu le qualificatif de ceux qui n'ont pas effectué le voyage vers les pays aux milles merveilles. «*Les jeunes filles claquent haut et fort, dans leurs chants, ne jamais vouloir épouser un garçon qui reste à la maison. Beaucoup, comme moi, sont partis...*» rapporte Almou Illa. A 60 ans, chef de gare de Moujia, un village du département d'Illéla situé sur la route principale qui mène à Tahoua, il vit de ses souvenirs. Et l'Ader continue de se vider de ses bras valides...

Il faut partir dès l'adolescence, sans se soucier des possibilités de réussite laissées sur place. Rester ce n'est pas seulement devenir «*dan kolba*», mais aussi un vaurien, voire un coureur de jupons derrière les femmes de ceux qui ont émigré, ou un voleur.

Si elles étaient saisonnières, les migrations tendent à devenir définitives. Plusieurs familles ont vu leurs fils partir pour ne plus revenir. «*Quand ils viennent ce n'est jamais pour plus d'une semaine, donc le travail de la terre n'en parlons même pas*», déplore Ada Assoumane, un père de famille dont les sept fils ont rompu les amarres. Et le jour du retour de l'émigré, comme l'horizon, s'éloigne à mesure que les années passent. Au village, les terres se meurent devant le regard impuissant des anciens. ■

**Mahamadou Mourtala Issa**  
*La Griffes - Niger*

## ↳ Filière COTE D'IVOIRE

### Daloa, foyer de l'émigration irrégulière



Dans les pays africains, certaines villes sont réputées comme des foyers d'émigration par excellence. Toute l'économie de la zone repose sur les envois d'argent effectués par les émigrés. On ne compte pas une famille sans un ou des enfants partis à l'aventure. Mais c'est dans ces localités qu'on retrouve également les plus grands nombres de victimes de l'errance migratoire. En Côte d'Ivoire, c'est la ville de Daloa qui se distingue ainsi.

Directeur de l'Intégration et des Ivoiriens de l'Extérieur, Issiaka Konaté confie que «*les émigrés ivoiriens détenus en Lybie sont en majorité originaires de Daloa*». Selon lui, «*Daloa est devenu une sorte de plaque tournante. Les gens se rassemblent et partent vers d'autres destinations à partir de Daloa. Lorsque nous regardons la situation sociale, certaines personnes nous disent que c'est parce qu'il y a un problème d'emploi qui est plus grave à Daloa qu'à Ferkessédougou, à Toulepleu, ou à Lakota, ou dans toute autre zone de la Côte d'Ivoire. C'est pour*

*cela que je pense qu'il est important de déceler les réseaux et de les démanteler. L'une des raisons peut être l'existence de réseaux*».

A la Fondation Friedrich Neuman d'Abidjan, on considère que Daloa est un lieu de rassemblement pour les candidats au départ. «*Les migrants ne sont pas seulement originaires de Daloa. Ils viennent de plusieurs localités. Ils se regroupent à Daloa car ils y bénéficient de réseaux organisés*», souligne Sophie Konaté. Elle ajoute que «*deux individus bien connus dans la ville organisent les voyageurs. Ils les font transiter par le Niger et ces derniers se débrouillent pour la suite avec les relais des passeurs de Daloa*». Plus précise encore, Mme Konaté note que Marin, Orly et Texas sont les trois quartiers qui se vident le plus. Le voyage coûte un million de francs Cfa.

Dans la région ouest-africaine, nombre de villes sont célèbres comme points de départ. Au Sénégal, Louga (nord) représente le foyer le plus intense d'émigration. Au Ghana, c'est la région de Brong

Ahafo qui se vide. D'après le directeur de la Ghana Immigration Service (Services de migration du Ghana - GIS), «*ces populations risquent leur vie dans des voyages dangereux et aléatoires à travers le Sahara et en haute mer, et les effets (de leur disparition) sur leurs familles en particulier et dans la société en général, ont servi de catalyseur pour attaquer le mal à racine*».

A Daloa, les trafiquants de migrants roulent sur l'or. Mme Konaté de la Fondation Neuman souligne que l'un d'eux possède plusieurs voitures de transport.

Le rançonnement des familles continue aussi depuis l'étranger. «*Les milices profitent de la détresse des voyageurs en les tenant en otage. Ils menacent de les tuer si les familles n'envoient pas de l'argent*», ajoute-t-elle.

La traque contre les trafiquants s'organise, mais elle pêche par ses lenteurs. Le directeur de l'Intégration et des Ivoiriens de l'Extérieur note à ce propos : «*Je remonte les informations que je reçois sur le terrain. Il y a déjà eu une arrestation à Daloa, selon ce que le préfet de Daloa m'a expliqué. Ce qui veut dire que les autorités sont sur le qui-vive et mènent des enquêtes afin de remonter les filières. Les autorités ne peuvent pas faire des arrestations à tout va car les enquêtes prennent du temps*». Mais pour Sophie Konaté, il faut appliquer la rigueur de la loi. L'Union européenne signale que les données de l'immigration irrégulière ont doublé de 2014 à 2015 en Côte d'Ivoire. ■

Source : **Politikaf**

### Le Mali en chiffre : 376 morts, 5 projets

376 jeunes maliens sont morts dans la Méditerranée en 2015. A ceux là il faut ajouter d'autres qui ont laissé leur vie dans le Sahara. Leur nombre est difficile à établir.

Selon un Conseiller technique du ministère des Maliens de l'extérieur, qui s'exprimait à l'occasion de la journée d'échange et de concertation sur la problématique de la migration, organisée par l'Association malienne des expulsés (Ame) le 14 mai 2016, ceci pose la migration comme «*un défi majeur*».

Pour l'heure, les promesses issues du sommet de La Valette tardent encore à faire effet. L'Europe avait avancé un fonds de 1,8 milliard de francs (120 milliards de Fcfa) pour favoriser le montage de projets et freiner l'émigration.

Côté malien, cinq projets ont été approuvés, mais les flux continuent. Comme le souligne le président de l'Ame, beaucoup d'accords ont été signés sur la gestion de la migration mais cette question n'a pas encore eu de pistes de solutions.

Conseiller technique du mi-

nistère des Maliens de l'extérieur, M. Ousmane Keïta note que les migrants injectent en moyenne 400 milliards de F Cfa par an dans l'économie malienne. «*En 2012, au moment où toutes les aides internationales étaient suspendues (en raison de conflit interne), la diaspora malienne a contribué à envoyer 431 milliards de F Cfa*», a-t-il ajouté. Ces milliards ne doivent pas faire oublier les drames de la migration irrégulière, mais les mirages de l'Europe sont encore plus forts. ■



L'Institut Panos Afrique de l'Ouest (Ipao) est une organisation non gouvernementale africaine indépendante d'appui aux médias et à la communication, créée en 2000, qui opère principalement en Afrique de l'Ouest. L'Ipao c'est :

**Une Mission :** «Démocratiser la communication et consolider des espaces publics pour des sociétés africaines ouvertes, où les opinions des citoyens sont éclairées, et leurs voix amplifiées et entendues».

**Un But :** Le but du 3e plan stratégique 2011-2016 de l'Ipao est de «bâtir un espace de communication démocratique pour le changement et la justice sociale en Afrique».

**Des objectifs :** L'Ipao poursuit ce but à travers trois objectifs stratégiques et un objectif institutionnel.

- **Objectif 1 :** «Instaurer le débat public et ouvrir le dialogue politique pour une démocratisation de la communication».
- **Objectif 2 :** «Contribuer à la production, à la diffusion et à l'accessibilité d'une information favorable au changement social».
- **Objectif 3 :** «Renforcer les capacités de communication des acteurs du changement social».
- **Objectif 4 :** «Assurer le développement institutionnel de l'Ipao en tant qu'organisation professionnelle de référence dans le secteur de la communication et de l'information en Afrique».

### Tenez-vous au courant de ce que nous faisons !

**Site institutionnel :** [www.panos-ao.org](http://www.panos-ao.org)

**Site du projet :** [www.reportersdesfrontieres.org](http://www.reportersdesfrontieres.org)

**Site spécialisé :** <http://flammedafrique.org/>

### Nos partenaires dans le projet Migration

**Côte d'Ivoire :** Convention de la Société Civile Ivoirienne (Csci)

**Guinée :** Centre du Commerce International pour le Développement (Cecide)

**Niger :** Alternative Espaces Citoyens (Aec)

**Sénégal :** Rencontre africaine pour la défense des Droits de l'homme (Raddho)

**Ghana :** Ghana Community Radio Network (Gcrn)

#### Associés

Mali: Coopérative multimédia Jamana (Cmj)

Nigeria: Institute for Media and Society (Imeso)

## Quand les médias sociaux tuent les réseaux sociaux de la migration

↳ Suite page 1

Il s'agissait souvent de réseaux secrets, avec un cloisonnement de l'information entre initiés. Le migrant partait pour un travail qui l'attendait sur un terrain déjà préparé ; il n'allait pas à l'aventure. Migrer revêtait même une dimension initiatique chez certaines ethnies. Il fallait voyager pour parfaire son parcours d'homme, il fallait découvrir du monde et revenir chez les siens en ayant atteint une dimension plus accomplie. L'itinéraire était balisé, organisé. L'information était crédible. On guidait un frère ou un proche en le mettant au courant des véritables réalités du parcours migratoire.

Ces balises ont explosé dans les années 1990, avec les premiers grands flux de migrants qui partaient à l'aventure hors des canevas communautaires. Internet et les médias sociaux ont aujourd'hui fini de bousculer les derniers repères. L'information qui s'échangeait dans un cadre fermé, entre parents et proches, s'expose désormais partout.

Le mirage du pays d'accueil n'est plus une histoire venue de loin, il se vit quasiment dans le réel. Ce sont des images qu'on poste sur facebook. Ce sont des histoires qu'on se raconte sur skype. On échange sur l'itinéraire du voyage. A chaque étape du parcours on connaît l'hébergeur qu'il faut, on sait où trouver le passeur qui facilite le parcours. On n'a aucune peine à trouver le rabatteur qui vous branche sur le transporteur destiné à vous faire passer à travers le désert. Sauf qu'entre le moment où

tombe l'info et le temps que dure le processus migratoire, bien des choses peuvent avoir changé. A moins que tout ne soit faux dès le départ.

On n'a pas besoin d'être crédible quand les médias sociaux ne sont qu'un espace de rencontres fortuites. Sous ce nouvel arbre à palabres où les contacts se font par l'intermédiaire d'«amis» ou au hasard des rencontres, la vérité peut bien être maquillée. Les difficultés du pays d'accueil ne font pas toujours partie du monde qui est décrit. Quand elles sont mises en évidence, l'énergie qu'on affirme avoir déployée pour les «relever» montre qu'il est «toujours possible» de s'en sortir.

*L'imperfection de l'information, trahie par plusieurs biais volontaires ou non, complique le plus souvent les projets migratoires.* Espace privilégié d'échanges informationnels, les médias sociaux ont changé le visage des migrations naguère mieux préparées et organisées.

Aujourd'hui, les flux migratoires épousent un besoin d'aventure. L'intention est souvent murie et préparée, la destination connue et espérée, mais le parcours est parfois une succession de trahisons. On migre pour aller chercher du travail, on ne sait jamais ce qui attend au bout, encore moins ce qui guette dans le parcours.

Entre réseaux sociaux et médias sociaux le glissement n'est pas seulement sémantique. Quand il s'agit de migration c'est tout un monde qui a changé. ■

### Reporters des frontières

Vers un réseau de journalistes africains, professionnels et citoyens, spécialisés sur les questions migratoires. Un projet de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest financé par l'Union Européenne.

**Editeur :** Institut Panos Afrique de l'Ouest

**Coordinateur :** Tidiane Kassé

Chef du projet Reporters des frontières

**Maquette & Mise en page :** Alioune Badara Kassé

**Adresse :** 6, rue Calmette - BP : 21132 - Dakar-Ponty (Dakar, Sénégal)

Tél. : (+221) 33 849 16 66 - Fax : (+221) 33 822 17 61

Email : [info@panos-ao.org](mailto:info@panos-ao.org)

